

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2019-2020

8 OCTOBRE 2019

Proposition de résolution relative aux femmes et la pauvreté

(Déposée par Mme El Yousfi et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de résolution reprend, moyennant quelques adaptations, le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 24 octobre 2014 (doc. Sénat, n° 6-42/1 – 2014/2015).

Cette résolution relève de la compétence du Sénat dans la mesure où elle concerne une matière fédérale qui a une influence sur les compétences des entités fédérées en matière de lutte contre la pauvreté, de santé, d'emploi, de bien-être, de problèmes de société, etc.

En 2008, selon les résultats de l'enquête EU-SILC 2008, le taux de pauvreté s'élevait en Belgique à 14,7 %. Cela signifie concrètement qu'une personne sur sept (soit 1 470 000 habitants) vivait sous le seuil de pauvreté, soit donc avec moins de 899 euros par mois. Par rapport aux précédentes années, mais également au chiffre relevé en 2009, il est constaté une certaine stabilité de ce taux. Par rapport aux autres États membres de l'Union européenne (UE), la Belgique figure en milieu de classement, juste en dessous de la moyenne européenne qui se situait en 2009 à 15,9 %.

Certaines catégories sociodémographiques et socioéconomiques sont plus fragilisées que d'autres, parmi lesquelles les femmes (sont également citées les personnes de plus de soixante-cinq ans, les personnes seules, les personnes en invalidité/maladie, les locataires, les personnes disposant d'un faible niveau d'éducation, les femmes isolées, les personnes ayant une nationalité

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2019-2020

8 OKTOBER 2019

Voorstel van resolutie betreffende armoede bij vrouwen

(Ingediend door mevrouw El Yousfi c.s.)

TOELICHTING

Dit voorstel van resolutie neemt, met enkele aanpassingen, de tekst over van een voorstel dat reeds op 24 oktober 2014 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 6-42/1 – 2014/2015).

Dit voorstel van resolutie valt onder de bevoegdheid van de Senaat voor zover het een federale materie betreft die ook een invloed heeft op de bevoegdheden van de deelstaten inzake armoedebestrijding, gezondheid, werk, welzijn, samenlevingsproblemen, enz.

In 2008 kende België een armoedegraad van 14,7 %, zo blijkt uit de resultaten van de EU-SILC-enquête van hetzelfde jaar. Concreet betekent dat dat een persoon op zeven (oftewel 1 470 000 inwoners) onder de armoedegrens leefde, met minder dan 899 euro per maand dus. Die armoedegraad blijft min of meer gelijk in verhouding tot de vorige jaren, maar ook in vergelijking met het cijfer van 2009. Op de lijst van EU-lidstaten staat België halverwege, net onder het Europese gemiddelde dat in 2009 15,9 % bedroeg.

Bepaalde sociaaldemografische en sociaaleconomische groepen zijn kwetsbaarder dan andere, onder andere vrouwen (worden ook vermeld: personen ouder dan vijftien jaar, alleenstaanden, mindervaliden en zieken, huurders, laaggeschoolden, alleenstaande vrouwen, personen met een niet-Europese nationaliteit). Voorts hebben de relatie tot de arbeidsmarkt, de samenstelling

extra-européenne). Notons que la relation avec le marché au travail, la composition du ménage, le niveau de formation et la nationalité ont un impact direct sur le taux de risque de pauvreté.

En Belgique, comme par ailleurs au sein de l'Union européenne, les femmes présentent un risque de pauvreté plus élevé que les hommes. Au niveau européen, le taux de risque de pauvreté des femmes est en moyenne de 17 % alors qu'il est de 15 % pour les hommes. En Belgique (2008), le risque de pauvreté s'élevait à 15,8 % pour les femmes contre 13,6 % pour les hommes.

Femmes, âge et pauvreté

L'âge constitue un des facteurs déterminants dans le risque de pauvreté qu'encourent les femmes. Plus pauvres que les hommes tout au long de leur vie, les femmes le sont encore d'autant plus après soixante-cinq ans. Selon les résultats de l'enquête EU-SILC 2008, 21,3 % des Belges de plus de soixante-cinq ans vivent sous le seuil de pauvreté alors que la moyenne européenne est de 19 %. 27 % des femmes âgées de plus de soixante-cinq ans sont exposées au risque de pauvreté (contre 20 % des hommes). Cet écart entre les femmes et les hommes s'explique notamment par les parcours professionnels différents, lesquels supposent dans celui développé par les femmes des carrières interrompues, le travail à temps partiel, les activités dans des secteurs moins bien rémunérés, l'existence du plafond de verre, etc. Les inégalités sur le marché du travail, les phénomènes de ségrégation horizontale et verticale se paient lors du calcul de la pension et se traduisent par un écart de pension entre les femmes et les hommes.

Pauvreté des femmes et travail

Malgré un niveau d'instruction plus élevé que les hommes, malgré une présence de plus en plus soutenue des femmes sur le marché de l'emploi, il existe des différences importantes entre les positions occupées par les hommes et les femmes sur le marché du travail. Il convient de constater que les femmes demeurent toutefois moins présentes sur le marché du travail que les hommes, qu'elles travaillent davantage à temps partiel et gagnent moins que les hommes. Si le taux d'activité et d'emploi des femmes est plus faible que celui des hommes, le taux de chômage féminin est au contraire plus élevé.

Le niveau d'instruction de la population constitue un facteur déterminant sur le taux de chômage. Quel que soit le diplôme, le taux de chômeurs des femmes reste toujours supérieur à celui des hommes.

van het gezin, opleidingsniveau en nationaliteit een directe invloed op de armoederisicograad.

Net als in de Europese Unie (EU) in het algemeen lopen vrouwen in België een groter armoederisico dan mannen. Op Europees niveau bedraagt het armoederisico voor vrouwen gemiddeld 17 %, terwijl dat 15 % is voor mannen. In België (2008) bedroeg het armoederisico 15,8 % voor vrouwen in vergelijking met 13,6 % voor mannen.

Vrouwen, leeftijd en armoede

Leeftijd vormt een van de doorslaggevende factoren voor het armoederisico bij vrouwen. Hun leven lang zijn ze armer dan mannen, vooral na vijftenzestig jaar. Volgens de resultaten van de EU-SILC-enquête 2008 leeft 21,3 % van de Belgen ouder dan vijftenzestig jaar onder de armoedegrens, terwijl het Europese gemiddelde 19 % bedraagt. 27 % van de vrouwen ouder dan vijftenzestig jaar loopt het risico in de armoede te belanden (in vergelijking met 20 % van de mannen). Dit verschil tussen vrouwen en mannen wordt in het bijzonder veroorzaakt door verschillende loopbaantrajecten, die bij vrouwen worden gekenmerkt door onderbrekingen, deeltijds werk, werk in minder goed betaalde sectoren, het glazen plafond, enz. De ongelijkheden op de arbeidsmarkt en verschillende vormen van horizontale en verticale segregatie eisen hun tol bij de pensioenberekening, waar ze zorgen voor een pensioenkloof tussen mannen en vrouwen.

Armoede bij vrouwen en werk

Het feit dat hun opleidingsniveau hoger is dan dat van mannen ten spijt, en ondanks de steeds grotere aanwezigheid van vrouwen op de arbeidsmarkt, bestaan er grote verschillen tussen de functies die worden vervuld door mannen en vrouwen. We moeten vaststellen dat vrouwen ondervertegenwoordigd blijven op de arbeidsmarkt, dat ze meer deeltijds werken en minder verdienen dan mannen. De activiteits- en arbeidsgraad ligt lager bij vrouwen dan bij mannen, de werkloosheidsgraad ligt daarentegen hoger bij vrouwen.

Het opleidingsniveau van de bevolking vormt een doorslaggevende factor voor de werkloosheidsgraad. De werkloosheidsgraad bij vrouwen blijft hoger dan bij mannen, ongeacht hun diploma.

Par ailleurs, les femmes sont plus nombreuses à travailler à temps partiel que les hommes. En 2009, 25 % des travailleurs occupaient un emploi à temps partiel – 43,5 % pour les femmes contre 8,9 % pour les hommes. Les motifs d'ordre personnel ou familial (35,5 %), la garde des enfants (16,8 %) et le fait de ne pas trouver d'emploi à temps plein (11,7 %) sont généralement invoqués pour expliquer cet état de fait. Notons également que les femmes faiblement diplômées sont plus représentées dans des emplois à temps partiel.

La réalité de l'écart salarial constitue également un élément de pauvreté des femmes. Malgré un cadre juridique important tant au niveau belge (loi du 10 mai 2007 relative à la lutte contre les discriminations entre les femmes et les hommes), européen (article 119 du Traité de Rome) qu'international, visant à garantir l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, celles-ci gagnent toujours moins que les hommes, que ce soit en Belgique ou ailleurs. Si l'on se penche sur les facteurs permettant d'expliquer cet écart salarial, la position des femmes et des hommes sur le marché de l'emploi constitue le principal facteur explicatif.

Pauvreté des femmes et santé

Dans le domaine de la santé, comme dans d'autres, les hommes et les femmes ne sont pas égaux. Les femmes pauvres ont plus de problèmes de santé que les autres femmes. Selon l'étude TAHIB (*Tackling Health Inequalities in Belgium*) menée entre 2005 et 2010, une femme de vingt-cinq ans disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur peut espérer vivre en bonne santé jusqu'à six ans de plus qu'une femme diplômée de l'enseignement secondaire supérieur, onze ans de plus qu'une femme n'ayant suivi que l'enseignement primaire et dix-huit ans de plus qu'une femme du même âge sans qualification.

Que ce soit au niveau de la santé subjective (appréciation personnelle), de la santé physique mais aussi de la santé mentale, les femmes sont en moins bonne santé que les hommes.

Notons toutefois que «l'influence du niveau socioéconomique et de l'instruction sur les comportements favorables ou défavorables à la santé ne signifie pas que les populations défavorisées sont ignorantes et qu'il suffirait de les informer. Les comportements adoptés par les plus pauvres ne doivent pas être analysés en termes de manque de savoir, d'argent, de santé, etc. Ils relèvent

Er zijn overigens meer vrouwen die deeltijds werken dan mannen. In 2009 werkte 25 % van de werknemers deeltijds – 43,5 % daarvan was een vrouw, in vergelijking met 8,9 % mannen. Persoonlijke of familieaangelegenheden (35,5 %), op de kinderen moeten passen (16,8 %) en geen voltijds werken vinden (11,7 %), worden, in het algemeen, aangehaald als oorzaken van die situatie. Ook zijn laaggeschoolde vrouwen meer vertegenwoordigd bij de deeltijdse banen.

De loonkloof vormt eveneens een oorzaak van armoede bij vrouwen. Ondanks een omvangrijk juridisch kader – zowel op Belgisch niveau (de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen) als op Europees (artikel 119 van het Verdrag van Rome) en internationaal niveau – dat de gelijke behandeling van mannen en vrouwen beoogt te waarborgen, verdienen vrouwen nog steeds minder dan mannen, zowel in België als daarbuiten. Wanneer men kijkt naar de factoren die die loonkloof kunnen verklaren, blijkt de plaats die vrouwen en mannen innemen op de arbeidsmarkt de belangrijkste te zijn.

Armoede bij vrouwen en gezondheid

Ook op het vlak van gezondheid zijn mannen en vrouwen niet gelijk. Arme vrouwen hebben meer gezondheidsproblemen dan andere. Volgens de TAHIB-studie (*Tackling Health Inequalities in Belgium*), die gemaakt werd tussen 2005 en 2010, kan een vrouw van vijftwintig jaar met een diploma hoger onderwijs tot zes jaar langer in goede gezondheid leven dan een vrouw met een diploma hoger secundair onderwijs, elf jaar langer dan een vrouw die slechts lager onderwijs genoten heeft en achttien jaar langer dan een ongeschoolde vrouw van dezelfde leeftijd.

Zowel op het niveau van subjectieve gezondheid (persoonlijke beoordeling) als op het niveau van fysieke en ook mentale gezondheid, verkeren vrouwen in minder goede gezondheid dan mannen.

Laten we daarbij evenwel vermelden dat «l'influence du niveau socioéconomique et de l'instruction sur les comportements favorables ou défavorables à la santé ne signifie pas que les populations défavorisées sont ignorantes et qu'il suffirait de les informer. Les comportements adoptés par les plus pauvres ne doivent pas être analysés en termes de manque de savoir, d'argent,

aussi de l'adoption d'autres logiques que celles qui sont adoptées par les populations situées à un niveau social plus élevé (1)».

L'accès aux soins de santé constitue également une problématique à laquelle les femmes en pauvreté sont confrontées. En 2004, 29 % des ménages belges – et en particulier les ménages disposant d'un faible niveau d'instruction et/ou de revenu – déclaraient que leurs dépenses en soins de santé étaient difficilement supportables. Lorsque le chef de ménage est une femme, elle rapporte plus souvent cette difficulté (40 %) que les hommes (25 %) et la part du budget du ménage consacrée aux soins de santé varie en fonction des ressources du ménage. Bien que l'accès aux soins de santé constitue un droit pour tous, le manque de moyens financiers peut amener certaines personnes à renoncer ou à postposer des soins.

Pauvreté des femmes et logement

En toute logique, la pauvreté et le (mal-)logement sont étroitement liés.

De par leur perméabilité plus importante à la pauvreté, de par des ressources plus faibles, les femmes, et en particulier lorsqu'elles se trouvent en situation de vulnérabilité sociale (femmes isolées, femmes âgées et femmes monoparentales), sont fragilisées par rapport à l'habitat. L'accès à la propriété ne leur est pas aisé, la part qu'elles consacrent à leur logement est généralement proportionnellement plus conséquente, leur logement est moins confortable et, en tant que femme, elles sont plus exposées à rencontrer des attitudes discriminatoires de la part des bailleurs.

Pauvreté des femmes et monoparentalité

Les familles monoparentales présentent un risque plus élevé de glisser dans la pauvreté. Au niveau national, le risque de pauvreté est en constante augmentation et s'élevait en 2008 à 39,5 % contre seulement 8 % pour une famille composée de deux adultes et de deux enfants. Aujourd'hui, deux familles monoparentales sur cinq sont exposées au risque de pauvreté.

Le fait d'avoir ou non des enfants, leur nombre et leur âge ont un impact significatif sur le taux d'emploi des femmes. Étant donné la difficulté de concilier vie familiale et vie professionnelle, la participation des femmes au marché du travail a tendance à diminuer après l'arrivée d'un enfant. Lorsqu'un épisode de monoparentalité survient, les femmes seules avec enfant(s) sont

de santé, etc. Ils relèvent aussi de l'adoption d'autres logiques que celles qui sont adoptées par les populations situées à un niveau social plus élevé (1)».

Ook de toegang tot gezondheidszorg vormt een problematiek waarmee arme vrouwen geconfronteerd worden. In 2004 verklaarde 29 % van de Belgische gezinnen – in het bijzonder de gezinnen met een laag opleidings- en/of inkomensniveau – dat de uitgaven voor gezondheidszorg moeilijk te dragen waren. Wanneer het hoofd van het gezin een vrouw was, werd dit probleem vaker vermeld (40 %) dan wanneer het een man was (25 %), en hoeveel van het gezinsbudget besteed werd aan gezondheidszorg verschilde op basis van de bestaansmiddelen van het gezin. Hoewel iedereen recht heeft op toegang tot gezondheidszorg, kan het gebrek aan financiële middelen sommige personen ertoe brengen ervan af te zien of verzorging uit te stellen.

Armoede bij vrouwen en huisvesting

Armoede en (slechte) huisvesting zijn, logischerwijs, nauw met elkaar verbonden.

Doordat ze ontvankelijker zijn voor armoede en minder bestaansmiddelen hebben, bevinden vrouwen zich in een zwakke positie op het vlak van woonomstandigheden, vooral wanneer ze sociaal kwetsbaar zijn (alleenstaande vrouwen, vrouwen op leeftijd en alleenstaande moeders). Het is niet makkelijk voor hen om eigenaar van een woning te worden, het bedrag dat ze uitgeven aan huisvesting is in verhouding meestal groot, hun huisvesting is minder comfortabel en als vrouw lopen ze een groter risico in aanraking te komen met discriminerend gedrag vanwege verhuurders.

Armoede bij vrouwen en eenouderschap

Eenoudergezinnen lopen een groter risico in de armoede verzeild te raken. Op nationaal niveau stijgt het risico op armoede voortdurend; in 2008 bedroeg het 39,5 % in vergelijking met slechts 8 % voor een gezin bestaande uit twee volwassenen en twee kinderen. Tegenwoordig lopen twee eenoudergezinnen op vijf het risico in de armoede te belanden.

Het al dan niet hebben van kinderen, hun aantal en leeftijd hebben een belangrijke invloed op de werkzaamheidsgraad van vrouwen. Aangezien het erg moeilijk is om het gezins- en professionele leven met elkaar te verzoenen, worden vrouwen meestal minder actief op de arbeidsmarkt na de geboorte van een kind. Wanneer ze plotseling voor een periode van eenouderschap

(1) Observatoire du Hainaut.

(1) Observatoire du Hainaut.

confrontées à plus de difficultés matérielles à régler et à articuler avec les exigences du monde du travail.

Ainsi, le taux d'emploi diminue considérablement au sein des familles monoparentales, tant pour les hommes que pour les femmes, mais d'une manière plus significative pour les femmes. Le taux d'emploi des mères de familles monoparentales est nettement plus faible que celui des mères en couple. Par ailleurs, pour nombre de femmes dans cette situation, le risque de se voir confrontées au phénomène des «pièges à l'emploi» est réel. L'emploi n'est alors pas nécessairement synonyme de revenus et d'amélioration des conditions de vie. Notons encore que les mères isolées sont plus nombreuses à travailler à temps plein, mais moins nombreuses à occuper des emplois à temps partiel que les femmes en couple. Insuffisant financièrement, le temps partiel n'est qu'un recours à prendre lorsqu'il n'existe pas d'autres alternatives.

Lorsque les femmes connaissent un épisode de monoparentalité, elles sont d'autant plus fragilisées car il ne leur est guère aisé de trouver leur place dans le monde du travail, leur bagage socioculturel et socioéconomique (niveau d'instruction, type d'emploi), le nombre et l'âge des enfants présents leur offrent deux possibilités: soit elles travaillent à plein temps, soit – victimes des pièges à l'emploi – elles n'ont guère le choix que de se retirer du marché de l'emploi et de bénéficier d'allocations sociales.

Plus fragilisées en terme d'emploi et donc de revenus, plus susceptibles de glisser sous le seuil de la pauvreté, les femmes monoparentales ont également par conséquence un accès plus limité aux soins de santé que les mères vivant en couple, et donc également une santé plus fragile.

*
* *

komen te staan, krijgen alleenstaande vrouwen met (een) kind(eren) met meer materiële moeilijkheden en met de veeleisendheid van de arbeidsmarkt af te rekenen.

Zo daalt de werkzaamheidsgraad beduidend bij eenoudergezinnen, zowel bij mannen als bij vrouwen, maar is die daling veel duidelijker bij vrouwen. De werkzaamheidsgraad bij moeders van eenoudergezinnen is veel lager dan die bij moeders die tot een koppel behoren. Veel vrouwen die zich in die situatie bevinden, lopen overigens het risico in «werkloosheidsvallen» te lopen. Werk staat dan niet noodzakelijkerwijs synoniem voor inkomsten en betere levensomstandigheden. Voorts werken alleenstaande moeders vaker voltijds, maar minder deeltijds dan vrouwen die deel uitmaken van een koppel. Aangezien het financieel ontoereikend is, vormt deeltijds werk slechts een redmiddel bij gebrek aan alternatieven.

Wanneer vrouwen een periode van eenouderschap doormaken, zijn ze des te kwetsbaar, aangezien het erg moeilijk voor hen is om een plaatsje te veroveren op de arbeidsmarkt; hun socioculturele en sociaaleconomische bagage (opleidingsniveau, soort werk), het aantal en de leeftijd van hun kinderen bieden hen twee mogelijkheden: ofwel gaan ze voltijds werken, ofwel – het slachtoffer wordende van werkloosheidsvallen – kunnen ze niet anders meer dan de arbeidsmarkt verlaten en sociale uitkeringen genieten.

Ze zijn kwetsbaarder op het vlak van werk en dus wat inkomsten betreft en lopen vaker het risico in de armoede verzeild te raken; alleenstaande moeders hebben bijgevolg ook een beperktere toegang tot gezondheidszorg dan moeders die tot een koppel behoren, en dus ook een zwakkere gezondheid.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu la loi du 10 mai 2007 relative à la lutte contre les discriminations entre les femmes et les hommes;

B. vu l'article 119 du traité de Rome par lequel «chaque État membre assurera pendant la première phase, puis par la suite maintiendra, le principe selon lequel les hommes et les femmes doivent, à travail égal, recevoir un paiement égal» (cf. article 141 du Traité de Maastricht incluant la notion de travail de même valeur);

C. considérant les objectifs définis dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne visant à faire de l'Union européenne «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde, capable de croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale»;

D. vu la résolution du Parlement européen sur les femmes et la pauvreté dans l'Union européenne (2004/2217(INI));

E. considérant la nécessité d'appliquer le principe «À travail égal, salaire égal» introduit il y a plus de trente ans par la directive du Conseil 75/117/CEE concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins;

F. considérant la stratégie européenne «Europe 2020» s'inscrivant dans une volonté d'impulsion nouvelle de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'Union européenne en se fixant notamment un objectif commun à l'échelle européenne consistant à réduire de 20 millions au moins (à l'horizon 2020) le nombre d'individus menacés par ces fléaux;

G. considérant l'Annuaire fédéral Pauvreté en Belgique 2012 et le Plan d'action national belge d'inclusion sociale 2008-2010;

H. considérant que:

1. la pauvreté est plus qu'une seule question de revenus et qu'elle concerne également l'accès à l'emploi, à la santé, au logement décent, etc.;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;

B. gelet op artikel 119 van het Verdrag van Rome, dat bepaalt: «iedere lidstaat verzekert gedurende de eerste etappe en handhaaft vervolgens de toepassing van het beginsel van gelijke beloning van mannelijke en vrouwelijke werknemers voor gelijke arbeid» (zie artikel 141 van het Verdrag van Maastricht, dat het concept gelijkwaardige arbeid poneert);

C. gelet op de doelstellingen die zijn vastgesteld in het raam van de Lissabonstrategie, die de Europese Unie tot «de meest concurrerende en dynamische kenniseconomie van de wereld [beoogt te maken,] die in staat is tot duurzame economische groei met meer en betere banen en een hechtere sociale samenhang»;

D. gelet op de resolutie van het Europees Parlement over vrouwen en armoede in de Europese Unie (2004/2217 (INI));

E. overwegende dat het principe «gelijk loon voor gelijk werk» moet worden toegepast, dat meer dan dertig jaar geleden ingang vond dankzij richtlijn 75/117/EEG van de Raad betreffende het nader tot elkaar brengen van de wetgevingen der Lid-Staten inzake de toepassing van het beginsel van gelijke beloning voor mannelijke en vrouwelijke werknemers;

F. gelet op de EU 2020-strategie, die erop gericht is een nieuwe impuls te geven aan de strijd tegen armoede en sociale uitsluiting in de Europese Unie, in het bijzonder door op Europees niveau een gemeenschappelijke doelstelling vast te stellen die erin bestaat tegen 2020 het aantal mensen dat bedreigd wordt door deze problemen met ten minste 20 miljoen te verminderen;

G. gelet op het federaal jaarboek 2012 Armoede in België en het Belgisch Nationaal Actieplan Sociale Insluiting 2008-2010;

H. overwegende dat:

1. armoede niet enkel een kwestie is van inkomen maar ook te maken heeft met toegang tot werk, gezondheid, fatsoenlijke huisvesting, enz.;

- | | |
|--|---|
| <p>2. les femmes ont généralement des revenus inférieurs à ceux des hommes et, à travail égal, bénéficient d'une rémunération moindre que celle des hommes;</p> | <p>2. vrouwen in het algemeen een lager inkomen hebben dan mannen en een lager loon krijgen voor hetzelfde werk;</p> |
| <p>3. les femmes sont amenées, plus que les hommes, à concilier les tâches professionnelles et familiales (avec l'incidence que cela comporte sur le type de travail que l'on est en mesure d'accepter) et qu'elles sont davantage concernées par le manque de places d'accueil pour la petite enfance;</p> | <p>3. vrouwen er vaker dan mannen toe worden gebracht professionele en gezinstaken te combineren (met alle gevolgen van dien voor het soort werk dat ze kunnen aannemen) en harder worden getroffen door het gebrek aan opvangplaatsen voor kleine kinderen;</p> |
| <p>4. les femmes rencontrent plus de difficultés à accéder aux emplois stables et sont donc plus concernées par les emplois précaires, à durée déterminée, à horaires variables et qu'elles se trouvent plus nombreuses dans des secteurs d'activités peu rémunérateurs;</p> | <p>4. vrouwen het moeilijker hebben om vast werk te vinden en bijgevolg vaker banen hebben die geen perspectief bieden, met een contract van bepaalde duur of variabele uurroosters, en meer vertegenwoordigd zijn in sectoren met werk dat weinig winstgevend is;</p> |
| <p>5. les femmes sont plus souvent amenées, pour des raisons familiales, à interrompre leur carrière, créant de ce fait un impact sur le montant des revenus – y compris lors de la retraite;</p> | <p>5. vrouwen er vaker toe worden gebracht hun loopbaan te onderbreken om familiale redenen, wat een invloed heeft op het totaalbedrag van hun inkomsten – ook wanneer ze met pensioen zijn;</p> |
| <p>6. les femmes sont plus nombreuses à connaître le chômage de longue ou de très longue durée;</p> | <p>6. meer vrouwen dan mannen lang of erg lang werkloos zijn;</p> |
| <p>7. l'accès à des soins de santé gynécologiques est problématique pour les femmes en situation précaire;</p> | <p>7. gynaecologische gezondheidszorg moeilijk toegankelijk is voor vrouwen die in een precare situatie verkeren;</p> |
| <p>8. les femmes en situation de monoparentalité sont davantage concernées par le risque de pauvreté;</p> | <p>8. alleenstaande moeders vaker het risico lopen in de armoede te belanden;</p> |
| <p>9. les femmes – ayant une espérance de vie statistiquement plus longue – subissent dans leur grand âge un risque de pauvreté plus élevé;</p> | <p>9. voor vrouwen op hoge leeftijd het risico op armoede groter is omdat vrouwen statistisch gezien langer leven;</p> |
| <p>I. considérant que les femmes appartenant à des minorités nationales ou culturelles subissent – non seulement en raison de leur genre mais aussi en raison de leur origine ou confession – une double discrimination qui les empêche, dans nombre de cas, de trouver un emploi;</p> | <p>I. overwegende dat vrouwen die tot nationale of culturele minderheden behoren dubbel gediscrimineerd worden – niet enkel vanwege hun geslacht, maar ook vanwege hun afkomst of geloof –, wat hen in veel gevallen verhindert werk te vinden;</p> |
| <p>J. considérant que le fait d'avoir un emploi ne constitue pas toujours un rempart suffisant contre la pauvreté et que plus de femmes que d'hommes travaillent pour des salaires plus faibles, en particulier du fait de la ségrégation à l'emploi; considérant par ailleurs que bien souvent l'aide sociale ne protège pas, elle non plus, des risques de pauvreté;</p> | <p>J. overwegende dat het hebben van werk niet altijd voldoende bescherming biedt tegen armoede en dat meer vrouwen dan mannen voor lagere lonen werken, vooral door de segregatie op de werkvloer; overwegende dat ook sociale hulp erg vaak geen bescherming biedt tegen het risico op armoede;</p> |
| <p>K. considérant que la prévention des risques de pauvreté passe par une meilleure information et que l'accès aux soins de santé constitue un droit pour tous;</p> | <p>K. overwegende dat een betere informatieverstrekking nodig is om het risico op armoede te voorkomen, en dat iedereen recht heeft op toegang tot gezondheidszorg;</p> |

L. considérant que la lutte contre la pauvreté, par sa multidimensionnalité, concerne tous les niveaux de pouvoirs et nécessite une réelle et efficiente interaction entre les autorités compétentes ainsi que des modalités de financement flexibles s'adaptant à des conditions et des priorités différentes,

Demande au gouvernement, en concertation avec les entités fédérées:

1) d'accorder la priorité à la pauvreté des femmes et de prendre en compte la nature «sexospécifique» de la pauvreté dans la mise en œuvre de politiques conçues pour réduire la pauvreté et de plaider cette approche au niveau européen;

2) de mettre en œuvre un Plan d'action national à l'instar de celui consacré à la pauvreté infantile (Plan national de lutte contre la pauvreté infantile – Lutter contre la pauvreté infantile et favoriser le bien-être des enfants du SPP Intégration sociale, Lutte contre la pauvreté, Économie sociale et politique des Grandes villes – juin 2013);

3) de multiplier et de coordonner via une collaboration entre le Service de Lutte contre la pauvreté et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes les approches multidimensionnelles avec toutes les autorités compétentes (pouvoirs européen, régional, provincial et communal) en vue de renforcer les synergies et les initiatives visant à lutter contre la pauvreté des femmes;

4) d'examiner l'opportunité de prévoir un avis de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes sur les principales modifications législatives afin que leur impact sur les femmes en situation de précarité soit examiné;

5) d'initier des politiques au profit des femmes en précarité à faible qualification scolaire et de développer des stratégies pour s'assurer que les femmes vulnérables à la pauvreté puissent acquérir des qualifications exploitables sur le marché de l'emploi et jouir d'une indépendance financière;

6) de prendre des dispositions permettant de concilier les obligations parentales (familiales) avec une activité professionnelle et, plus globalement, de renforcer les initiatives et mesures assurant des moyens de subsistance aux femmes dans toutes les phases de leur vie via notamment des formations adaptées à la vie familiale et professionnelle;

L. overwegende dat de strijd tegen armoede alle beleidsniveaus aangaat vanwege haar vele facetten en ze een reële en efficiënte samenwerking vereist tussen de bevoegde overheden alsook flexibele financieringswijzen die worden aangepast aan verschillende omstandigheden en prioriteiten,

Vraagt de regering, in overleg met de deelstaten:

1) van armoede bij vrouwen een prioriteit te maken en rekening te houden met de «geslachtsgebonden» aard van armoede bij de uitvoering van beleidsmaatregelen die bedoeld zijn om armoede te bestrijden, en op Europees niveau voor deze aanpak te pleiten;

2) voor een nationaal actieplan te zorgen naar het voorbeeld van het plan inzake kinderarmoede (nationaal kinderarmoedebestrijdingsplan – kinderarmoede bestrijden en het welzijn van kinderen bevorderen van de POD Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding, Sociale Économie en Grootstedenbeleid – juni 2013);

3) via een samenwerking tussen het Steunpunt tot bestrijding van armoede en het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, de meerdimensionale benaderingen uit te breiden en te coördineren in samenwerking met de bevoegde overheden (op Europees, regionaal, provinciaal en gemeentelijk niveau) teneinde de synergieën en initiatieven te versterken die armoede bij vrouwen bestrijden;

4) na te gaan of het wenselijk is het advies in te winnen van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen bij belangrijke wetswijzigingen om de gevolgen ervan na te gaan voor vrouwen die in een kwetsbare situatie verkeren;

5) het initiatief te nemen tot beleidsmaatregelen in het belang van laaggeschoolde vrouwen die in een kwetsbare positie verkeren en een beleid uit te werken dat vrouwen, die het risico lopen in de armoede te belanden, toelaat om kwalificaties te verwerven die ze kunnen gebruiken op de arbeidsmarkt en om financieel onafhankelijk te zijn;

6) maatregelen te treffen om ouderlijke (familiale) verplichtingen te verzoenen met een professionele activiteit en, meer in het algemeen, de initiatieven en maatregelen te versterken die vrouwen bestaansmiddelen waarborgen in alle fasen van hun leven, in het bijzonder via opleidingen die aangepast zijn aan het gezins- en professionele leven;

7) de favoriser des initiatives en vue de faciliter aux femmes en situation de pauvreté l'accès à l'emploi, l'élimination des discriminations à l'embauche, la préservation pour les femmes d'emplois de qualité et la résorption du fossé entre les rémunérations des femmes et des hommes;

8) de garantir l'accès aux soins de santé et de prendre des mesures spécifiques pour garantir aux femmes en milieu défavorisé l'accès équitable aux systèmes de santé publique, et tout particulièrement aux soins de santé primaire, incluant la protection maternelle et infantile et aux soins de santé gynéco-obstétricale;

9) de garantir un régime de sécurité sociale tenant suffisamment en compte les conditions spécifiques des femmes vivant dans la pauvreté ainsi que de tendre vers une couverture sociale appropriée aux femmes qui s'occupent de parents malades ou âgés ou invalides ainsi qu'aux femmes âgées qui reçoivent une retraite particulièrement modique;

10) de prendre en compte la dimension du genre dans le calcul des pensions;

11) d'utiliser pleinement les outils de la stratégie «Europe 2020», de mobiliser les instruments financiers pertinents de l'Union européenne (programme pour le changement social et l'innovation sociale du Fonds social européen et du programme Horizon 2020) et d'exploiter les possibilités des Fonds structurels lors de l'élaboration des programmes opérationnels du Fonds social européen et du Fonds européen de développement régional pour la période 2014-2020.

Le 18 juillet 2019.

Nadia EL YOUSFI.
Fatima AHALLOUCH.
André FRÉDÉRIC.
Philippe COURARD.
Jean-Frédéric EERDEKENS.
Latifa GAHOUCI.
Julien UYTTENDAELE.

7) initiatieven aan te moedigen om werk toegankelijker te maken voor vrouwen die in armoede verkeren, om discriminatie bij aanwervingen te doen verdwijnen, om te zorgen voor kwalitatief hoogwaardige jobs voor vrouwen en om de loonkloof tussen vrouwen en mannen geleidelijk aan te doen verdwijnen;

8) de toegang tot gezondheidszorg te waarborgen en specifieke maatregelen te treffen die een rechtvaardige toegang tot openbare gezondheidsvoorzieningen voor kansarme vrouwen waarborgen, in het bijzonder tot basisgezondheidszorg, moeder- en kindverzorging inclusief, en gynaecologische en verloskundige gezondheidszorg;

9) een stelsel van sociale zekerheid te waarborgen dat voldoende rekening houdt met de specifieke omstandigheden waarin arme vrouwen leven, en te streven naar een sociaal vangnet dat is aangepast aan vrouwen die zich ontfemen over zieke, bejaarde of mindervalide ouders en aan vrouwen die een erg laag pensioen ontvangen;

10) rekening te houden met de genderdimensie bij de berekening van de pensioenen;

11) volop gebruik te maken van de instrumenten die de EU 2020-strategie biedt, de relevante financiële middelen van de Europese Unie in te zetten (het programma voor sociale verandering en innovatie van het Europees Sociaal Fonds en het Horizon 2020-programma) en gebruik te maken van de mogelijkheden die de Structuurfondsen bieden bij de uitwerking van de operationele programma's van het Europees Sociaal Fonds en het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling voor de periode 2014-2020.

18 juli 2019.